



## Faisons front contre l'extrême-droite!

L'Aiguillon - no 76 - Janvier 2026

*Extrême-droite/fascisme, ces termes sont omniprésents dans notre univers médiatique actuel. Comment les comprendre et surtout comment résister à ce courant qui se manifeste partout sur la planète sous des formes différentes. La question posée à différents auteurs a suscité tant de réponses que ce numéro est exceptionnellement long. Ils ont choisi d'analyser ces phénomènes en privilégiant la compréhension et les stratégies de résistance. Une membre a privilégié une forme très spéciale – un slam – pour répondre à la question que nous avons posée. Un regard poétique, mais les mêmes enjeux et l'action collective pour y faire face.*

### **Table des matières**

#### Résister à tue tête

Par Hélène Sylvain

#### Billet du CA : Faisons front contre l'extrême-droite!

Par Bertrand Guibord

#### Qu'est-ce que le

Dans le billet du CA, pour Bertrand Guibord, la droite et l'extrême-droite, sinon le fascisme, sont en pleine effervescence partout sur la planète. Bien que le phénomène ne se manifeste pas partout de la même manière, parfois de façon assumée et ouverte, parfois de façon moins visible, mais rares sont les sociétés qui y échappent. Au Canada et au Québec, il est encore de mauvais ton de tenir des discours trop éloignés du centre, mais les politiques et les lois adoptées montrent une vague de fond bien installée. Plus que jamais Attac doit exprimer son opposition à ces politiques régressives.

Peut-on parler de « fascisme tranquille »? L'expression semble paradoxale tant elle est associée à la violence politique. C'est la question que pose Jonathan Durand Folco[1]. Un retour historique montre que le fascisme n'apparaît pas soudainement, mais par un processus historique qui s'adapte aux conjonctures et aux contextes locaux. Avant que le régime autoritaire ne s'installe, on observe des mécanismes, des symptômes et des stades préalables. En réponse à une question sur la situation du Canada et du Québec, il semble qu'ils soient passés du stade 1 au stade 2 dans les 20 dernières années. Comment résister? La reconstruction des liens sociaux est au centre de toutes les stratégies de résistance.

Dans son compte rendu de la conférence de Maryse Potvin, Katrina Radovanovic[2] analyse l'évolution cyclique des groupes porteurs d'idées d'extrême-droite au Québec. Les événements importants (échec des référendums, polémiques autour de la Charte des valeurs et laïcité, etc.) créent des « fenêtres d'opportunité » où les inquiétudes culturelles et politiques se cristallisent. Elle analyse les trajectoires qui mènent des individus à adhérer à ces mouvements et surtout le rôle fondamental que jouent les réseaux sociaux qui favorisent l'immédiateté, les émotions et le brouillage des informations objectives.

L'article de Sébastien Burdalski se centre sur la dérive fascisante de l'administration Trump dont nous ne voyons que la pointe de l'iceberg. Ce projet fasciste est pensé et financé par des milliardaires et mis en place par des politiciens. Il se résume en un mot « techno-fascisme »,

## fascisme tranquille?

Par Jonathan Durand Folco

## L'extrême-droite au Québec : phénomène cyclique et tension identitaire

Conférence donnée par Maryse Potvin - Compte rendu par Katarina Radovanovic

## La Belgique face au péril de l'extrême-droite

Par Cédric Leterme

## Combattre l'extrême droite

Par Claude Vaillancourt

## Le populisme et la gauche

Par Jeanne Gendreau



alliance de la technologie (principalement celle de la Silicon Valley) et du fascisme, caractérisé par l'autoritarisme et l'anti-démocratie alliés à la lutte civilisationnelle. Ces « nouveaux visages du fascisme » rejouent la vieille recette du fascisme au service du capital.

Cédric Leterme fait un retour sur les élections tenues en Belgique en 2024 pour prendre le pouls de sa situation dans la vague réactionnaire qui déferle sur la planète. Au Nord, traditionnellement plus à droite, la crainte de voir l'extrême-droite augmenter son pouvoir ne s'est pas manifestée. Dans la partie francophone – traditionnellement de tendance social-démocrate – s'observe une droitisation en phase avec la dynamique européenne et mondiale. Constat qui doit être nuancé par les nombreuses et violentes manifestations de rejet des politiques antisociales mises en place par la droite.

Pour Claude Vaillancourt, même si le Québec semble à l'abri des courants extrêmes, ces tendances posent un défi à Attac. De sérieux effets de contagion s'observent dans plusieurs domaines, notamment l'environnement. Comment agir? Quelle orientation pour le mouvement social? Se lancer dans un populisme de gauche ou tenir tête comme nous l'avons toujours fait? Demeurer vigilant, ne jamais se résigner, toujours combattre et ne jamais abandonner s'impose plus que jamais.

Dans un long article Jeanne Gendreau apporte une réponse aux questionnements que posent Claude Vaillancourt par une analyse « du populisme de gauche » comme stratégie de lutte contre l'extrême-droite. Implanter une « hégémonie de gauche » nécessite de réaffirmer l'importance de l'action collective et du citoyen que le néolibéralisme a transformé en consommateur. Dans ce contexte, elle caractérise le populisme de gauche qui doit intégrer les « affects », les émotions dans la constitution des identités politiques à la capacité de raisonnement. Enfin, elle pose la question « *Québec Solidaire est-il un parti populiste?* ».

[1] Conférence donnée le 15 novembre 2025 lors de l'assemblée générale d'Attac,

[2] Idem

# Résister à tue tête

Par Hélène Sylvain



Voici le texte du slam d'Hélène Sylvain qu'elle nous a présenté en ouverture de notre Assemblée Générale Annuelle. Pour l'écouter cliquez sur le lien suivant :

<https://youtu.be/e5qbl8ktiVI?si=7EZHh5ybRLvQzl1x>

*Les espèces envahissantes*

*Occupent de plus en plus d'espace.*

*Au-delà de l'agrile du frêne, de la tique et de la carpe,*

*Y en a une plus habile et sans gêne qui nous handicape.*

*De mémoire, elle est la plus envahissante.*

*Elle s'étale et cannibale les autres*

*Avec un taux de croissance sans égal.*

*Elle est facile à reconnaître.*

*Elle se tient en général sur deux pattes,*

*Souvent ornée d'un noeud cravate,*

*Parle plutôt fort, l'air de savoir,*

*Se maintient dans les petits pourcentages*

*Et détient tous les gros avantages.*

*C'est une espèce envahissante qui fait peur,*

*Comme les ouragans et les feux de forêt.  
Elle ravage tout, jusqu'à notre sécurité intérieure.  
Un vrai goulot d'étranglement.  
Ça fait qu'on reste aux aguets, on serre les rangs  
Et pendant qu'on serre les dents,  
Elle nous saigne à blanc,  
À fond le boulot (bouleau)  
Comme dans une sale coupe à blanc.  
Coupe « baby » coupe!  
C'est écrit noir sur flanc :  
Le capitalisme envahit nos vies  
Et érige en maitres du monde  
Des mâles alphas,  
Du genre boys club  
Qui perpétuent le règne des malfrats,  
Tels des microbes  
Qui se propagent comme une mafia.  
Osons le dire : Que crève le capitalisme  
Pour qu'on arrête de crever!  
Pendant que les forêts brûlent,  
Et que l'eau se fait rare,  
Même sans les canicules,  
Les espèces en voie de disparition aussi souffrent.  
Elles s'annulent, comme nous, dans un souffle sur l'habitat, ouf  
Et tout en dedans, ça nous tortu-re,  
Car-i-bou-leverse notre environnement,  
Axphysie la vie bel...ouga  
Et que dire du Grand gaz o Duc D'Amérique,  
Et de sa rein-ette faux grillons,  
Plus fort. Ça suffit!  
Ils perdent leurs royaumes  
Et petit à petit, la vie s'embaume.  
Ne me parlez plus de gros bon sens.  
Il n'y a de gros que le sens  
Donné au pouvoir de l'argent  
À qui nous laissons pouvoir et puissance.  
Ça fait qu'au fur et à mesure,  
Ça nous rentre dedans.  
La loi de la démesure  
Nous donne envie de foutre le camp  
Pour du bon, du beau, du sur mesure.  
Pour du collectif,*

*En boutures de résistance,  
Pour du constructif  
En pelures d'alliance,  
Pour du réveil massif  
En maillures de confiance,  
Entremailées les uns et les unes aux autres.  
Comme du tissé métissé bien serré,  
Comme du tissu social en sécurité,  
Dans le respect de nos droits  
Et par choix de la liberté.  
L'action collective, c'est notre porte de sortie  
Pour une entrée vers la tendresse et la dignité.  
Avec courage et amour, on va résister fort,  
À pleine tête. On va résister à tue-tête!*

**Note:**

**Hélène Sylvain** est membre engagée de longue date à Attac Québec et a remporté le concours national de slam-poésie Québec/France



# Billet du CA : Faisons front contre l'extrême-droite!

Par Bertrand Guibord



## LE BILLET DU CA

Par Bertrand Guibord

On le sent partout : dans les médias, dans le discours politique, sur les réseaux sociaux, même dans la rue. La droite et l'extrême-droite, sinon le fascisme, sont depuis longtemps en pleine effervescence, ici comme ailleurs. Bien que le phénomène ne se manifeste pas exactement de la même façon partout sur la planète, rares sont les sociétés qui y échappent.

Il y a des endroits où cela se passe de manière ouverte, assumée : en Argentine, en Hongrie, aux États-Unis, par exemple. Les leaders et partis politiques n'y dissimulent pas leur volonté de discriminer à l'endroit de certains groupes de la population, en particulier les femmes, les personnes migrantes et appartenant à la communauté 2SLGBTQ+. Des moyens sont explicitement mis en place pour leur nuire et pour nourrir la discrimination à leur endroit : ICE au sud de la frontière, les sorties antiféministes et anti-avortement de Javier Milei, les lois LGBTQphobes du gouvernement Orban. Les exemples abondent.

Ailleurs, notamment dans la majorité des pays européens, la montée de l'extrême-droite se manifeste par la présence de partis qui s'affichent ouvertement comme tels au parlement, voire au sein de coalitions de gouvernement. Les discours anti-féministes, LGBTQphobes, pro-capitalistes et racistes ont droit de cité dans la vie politique et l'influencent. Ils s'accompagnent souvent de discours militaristes, autoritaires et réactionnaires. La présence

de l'extrême-droite dans la vie politique européenne est depuis longtemps acquise, et prise pour acquise. Il n'en reste pas moins qu'elle s'est affirmée davantage dans les dernières années. Cette situation est très inquiétante.

Au Canada et au Québec, les choses sont un peu différentes. Il est encore de mauvais ton pour les partis politiques de tenir des discours trop éloignés du centre. Mais dans les faits, les politiques mises de l'avant, autant par le gouvernement fédéral que par le gouvernement provincial, sont tout à fait en phase avec la tendance internationale vers l'extrême-droite : adoption de lois pour affaiblir la société civile (PL 1, 2 et 3 au Québec, entre autres), attaques contre les syndicats et les groupes communautaires, lois et règlements pro-capital, renforcement des mesures de contrôle et de surveillance (C-2), mesures anti-immigration, etc. Au Québec, la volonté du gouvernement Legault de mettre la société civile au pas est flagrante, et se trouve au cœur de son projet de loi constitutionnelle de « constitution québécoise » d'ailleurs décrié de toutes parts. Le fait que le PQ adopte lui aussi une posture de droite forte dans plusieurs dossiers (grève à la STM, immigration, laïcité) montre encore une fois de quel côté le vent souffle. La vague de fond réactionnaire est bien implantée ici aussi, et il apparaît clairement que les politiciens sentent qu'ils peuvent la surfer à leur avantage.

Ajoutons à cela que cet enlèvement à droite de la sphère politique libère la parole des éléments les plus régressifs de la population. Il les incite à exprimer haut et fort leurs préjugés racistes, anti-féministes et masculinistes, anti-syndicaux, ce qu'ils n'hésitent pas à faire.

Que faire de tout cela? La conjoncture paraît bien sombre. Néanmoins, il reste l'espoir de faire ressortir à qui profite cette montée de l'extrême-droite. Ce sont les riches et les puissants qui en bénéficient, au détriment de l'ensemble de la population. En recadrant le débat en termes de classes et d'inégalités sociales, nous pourrions rendre claires les raisons pour lesquelles on cherche à nous diviser et nous contrôler. C'est en bout de ligne une question de pouvoir politique et social.

Pour ATTAC-Québec, l'éducation populaire a toujours été conçue comme un puissant moteur de changement. Le fait d'éveiller les consciences, de faire la lumière sur des phénomènes obscurs ne peut que contribuer à lutter contre la montée de la violence et de l'obscurantisme. Il faut ramener la discussion sur les véritables enjeux, et faire en sorte que la population ne tombe pas dans les pièges rhétoriques qui lui sont tendus par les riches, les puissants, et leurs représentant-e-s... et bien sûr continuer de nous mobiliser pour exprimer notre opposition aux politiques régressives et autoritaires!

**Note:**

**Bertrand Guibord** est professeur de philosophie au Cégep Marie-Victorin. Il travaille maintenant comme président du Conseil central du Montréal métropolitain–CSN (CCMM-

CSN), responsable politique des dossiers éducation et Diversité sexuelle et pluralité des genres. Il est membre du CA d'Attac Québec depuis plusieurs années.



# Qu'est-ce que le fascisme tranquille?

Par Jonathan Durand Folco



L'expression « fascisme tranquille » peut sembler étrange et paradoxale. Le fascisme n'est-il pas précisément un régime politique violent et brutal, et donc un phénomène étranger à toute forme de tranquillité? Pourquoi utiliser cette expression, plutôt que celle de populisme conservateur, droite identitaire, autoritarisme, extrême-droite, ou fascisme tout court? Ne risque-t-on pas d'utiliser le mot « fascisme » à toutes les sauces, comme une étiquette pour discréditer nos adversaires? Bref, comment faire la part des choses, et expliquer l'émergence du fascisme avec nuance, sans sombrer dans les exagérations?

## **Du fascisme historique à l'extrême-droite contemporaine**

Disons-le d'emblée, le fascisme est un phénomène complexe qui a revêtu plusieurs formes à travers l'histoire, en s'adaptant selon les conjonctures et les contextes locaux. Il y a d'abord eu le « fascisme historique » qui renvoie aux régimes politiques de Benito Mussolini en Italie (1922-1945) et d'Adolf Hitler en Allemagne (1933-1945). Mais il serait naïf de croire que le fascisme serait définitivement mort et enterré après la Seconde Guerre mondiale. Comme le soulignait George Orwell : « Lorsque les fascistes reviendront, ils auront le parapluie bien roulé sous le bras et le chapeau melon ».

Aujourd'hui, le terme couramment utilisé pour décrire les individus, groupes militants et partis

jonathan durand folco

# FASCISME TRANQUILLE

## AFFRONTER LA NOUVELLE VAGUE AUTORITAIRE

écosociété

politiques ayant des accointances plus ou moins fortes avec le fascisme d'antan est l'expression « extrême-droite ». On désigne ici une nébuleuse politique aux contours flous, partageant des airs de famille liés à l'ethnonationalisme, l'hostilité marquée envers les immigrants, réfugiés, minorités ou « wokes », de même qu'un rapport ambigu à la démocratie. La frange plus « modérée » de l'extrême-droite, qu'on associe aux populistes de droite radicale comme Trump, Bolsonaro, Meloni, Le Pen et compagnie, accepte de jouer selon les règles du système médiatique (pour se dédramatiser et normaliser ses politiques radicales), et à prendre le pouvoir par les urnes dans les paramètres de la démocratie représentative.

Si cela n'apparaît pas extrémiste ou autoritaire sur le coup, il faut voir qu'une fois au pouvoir, ces partis mettent aussitôt en place des mesures attaquant l'État de droit, la séparation des pouvoirs, les libertés de presse et d'association,

ainsi que les droits des minorités jugées comme des menaces à l'identité nationale. Cela prend la forme d'une « démocratie illibérale » ou d'un régime autoritaire conservant des élections, comme en Hongrie sous Viktor Orbán et en Russie sous Vladimir Poutine. Ça reste des démocraties de façade, avec une concentration extrême du pouvoir au sommet de l'État.

Il y a aussi des courants encore plus radicaux au sein de l'extrême-droite, à l'instar de groupes néonazis, les réseaux d'*active clubs* (clubs de combats), les suprémacistes blancs, les néofascistes, les adeptes de l'*alt right*, les ultranationalistes, les milices paramilitaires disciples de QAnon, etc. Ces groupes de « droite extrémiste » sont assez marginaux, à l'instar des Proud Boys aux États-Unis, Casa Pound en Italie, le Bloc identitaire en France, Horizon Québec Actuel dirigé par Alexandre Cormier-Denis. Ces groupes diffusent des discours encore plus décomplexés et réactionnaires, prônant les idées de « remigration » (déportation massive d'immigrants) ou la théorie conspirationniste du « Grand Remplacement » par exemple.

Certains se contentent de diffuser leurs idées sur les médias sociaux et des médias indépendants (p. ex. la chaîne Nomos-TV), alors que d'autres n'hésitent pas à organiser des manifestations avec des croix celtiques et des torches, ou encore à commettre des agressions armées contre des immigrants et des militants de gauche, voire des actes terroristes dans des cas extrêmes. L'attentat de la mosquée de Québec de janvier 2017

perpétré par Alexandre Bissonnette, puis l'attentat de Christchurch en Nouvelle-Zélande commis par Brenton Tarrant en mars 2019, en sont de tristes exemples.

Si on peut voir des différences notables entre ces deux sous-groupes de l'extrême-droite, au niveau du rejet relatif du système établi et de l'usage de la violence, il existe aussi plusieurs synergies et convergences. Des individus de la droite extrémiste entretiennent souvent des relations avec l'extrême-droite plus *mainstream*, des groupes néofascistes appuyant ouvertement le parti Reconquête d'Éric Zemmour, par exemple. L'extrême-droite, comme le fascisme d'antan, ne possède pas une liste de caractéristiques nécessaires et suffisantes qu'on pourrait facilement cocher. C'est une affaire de continuum, de spectre et de degrés de radicalité.

### **Le fascisme comme processus**

L'extrême-droite se distingue de la droite économique et du simple conservatisme par son rejet marqué de la démocratie libérale et des valeurs d'égalité liés à la modernité. Elle préconise la restauration de rôles traditionnels, une loyauté forte envers les valeurs du groupe majoritaire, la défense des hiérarchies sociales, le tout avec des mesures plus ou moins autoritaires au nom de la protection de la « Nation ». Lorsque tout cela se consolide sous la forme d'un régime politique mettant en application cette purification de la nation, par une transformation rapide des institutions et l'élimination, l'érosion de l'État de droit et la répression des ennemis intérieurs, c'est à ce moment que le « fascisme » au sens fort du terme fait son apparition.

Cela dit, le fascisme n'est pas un phénomène qui apparaît soudainement, de nulle part, comme un lapin sortant du chapeau d'un magicien. Avant que le fascisme comme régime autoritaire surgisse et s'installe pour de bon, il y a évidemment des mécanismes, des symptômes et des stades préalables qui ont mené à cette radicalisation. C'est pourquoi, il est important de concevoir le fascisme comme « processus », et non pas comme un état définitif et un système politique accompli. Autrement dit, il ne faut pas attendre de voir la construction de camps d'extermination pour se dire : « Ah oui, au fond, c'était peut-être du fascisme ». Comme le cancer, il ne faut pas attendre d'être rendu au stade terminal pour se réveiller et tenter de traiter la maladie.

Le fascisme est donc un processus historique, un mouvement pouvant passer par différents stades en fonction de multiples causes sociales : insécurité économique, perte de repères sur le plan culturel, crise de confiance envers les institutions politiques, technologies numériques qui amplifient les discours d'extrême-droite, violences coloniales, facteurs psychologiques favorisant la diffusion de la « personnalité autoritaire ». Bref, avant de sombrer dans un régime autoritaire ou totalitaire, le fascisme prend d'abord la forme d'une « atmosphère », d'une « ambiance culturelle », d'un ensemble de discours et d'émotions circulant dans l'espace public, construisant un « Nous » sur une identité ethnique rigide, opposée à un « Eux » composé de différents boucs émissaires. On parle alors de « micro-

fascisme », de « pré-fascisme » ou de « fascisme tranquille » pour désigner cette condition préalable à l'instauration d'un régime fasciste en bonne et due forme.

Pour étudier le fascisme comme spectre ou processus, on peut se baser sur les travaux de l'historien et politologue Robert O. Paxton, qui distingue cinq stades ou étapes de développement :

- 1) Émergence : dans un contexte marqué par un désenchantement de la démocratie, un sentiment de déclin ou d'identité nationale menacée, une forme de proto-fascisme apparaît dans certains cercles militants et intellectuels.
- 2) Enracinement : le mouvement s'enracine à l'échelle nationale en apparaissant de manière plus claire sur la scène publique, dans un contexte d'impasse politique et de forte polarisation.
- 3) Arrivée au pouvoir : cela peut se produire de bien des manières, mais il arrive souvent que la droite modérée, en essayant à tout prix de contrer la gauche, invite les fascistes à partager le pouvoir à travers le système parlementaire en place.
- 4) Exercice du pouvoir : le mouvement et ses leaders contrôlent l'État en équilibre avec les institutions publiques, comme la police et les élites traditionnelles telles que le clergé et les magnats de l'économie, avec une forte mobilisation populaire.
- 5) Radicalisation ou entropie : l'État devient de plus en plus extrémiste, comme l'Allemagne nazie et sa « solution finale », ou glisse vers un régime autoritaire traditionnel, comme l'Italie fasciste.

Comment ces stades se déclinent-ils aujourd'hui? Disons d'emblée qu'aucune société n'est à l'abri du fascisme, et qu'on se tromperait de voir dans l'Italie ou l'Allemagne des « berceaux culturels » de ce phénomène. Si on regarde le monde en 2025 selon cette grille de lecture, on peut voir que les États-Unis depuis le deuxième mandat de Donald Trump se situent quelque part entre le stade 3 et 4. La Hongrie et la Russie sont au stade 4, alors que l'État d'Israël, depuis les attentats du Hamas du 7 octobre 2023, est passé au stade 5 avec le génocide du peuple palestinien.

Si on regarde maintenant le Québec et le Canada, nous pourrions dire que nous étions au stade 1 au début des années 2000. Or, depuis les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, la crise des accommodements raisonnables, la montée du nationalisme identitaire au Québec, le virage populiste de Pierre Poilievre au niveau de la politique fédérale, de même que l'influence massive du chroniqueur Mathieu Bock-Côté au Québec, ces sociétés se trouvent au stade 2 de l'enracinement des idées autoritaires. La circulation des idées, controverses et paniques morales entre la France, le Québec et les États-Unis, de même que l'influence décisive du président Trump sur les politiques économiques et

environnementales du Canada sous le gouvernement de Mark Carney, montrent qu'un virage vers la droite dure est bien en cours.

Même le gouvernement de François Legault, qui est en baisse constante dans les intentions de vote depuis 2023, mise sur un virage vers la droite décomplexée pour espérer remonter les sondages depuis l'automne 2025. Entendons-nous bien : je ne dis pas ici que Legault est un « fasciste » que le gouvernement de la CAQ serait d'extrême-droite. Mais le nationalisme conservateur revendiqué par Legault depuis son premier mandat est en train de se radicaliser, et de flirter dangereusement avec certaines politiques autoritaires.

Salomé Saqué

**Résister**

PAYOT

Ainsi, la CAQ a déposé une série de projets de loi (1, 2, 3, 9) liés à l'adoption d'une constitution québécoise, la réforme des syndicats, la réforme de la rémunération des médecins, ainsi qu'un renforcement des mesures de laïcité s'étendant non plus seulement à l'État, mais à l'espace public (prières de rue), les garderies et les universités. Plusieurs articles de lois visent à museler la contestation potentielle des lois devant les tribunaux par les syndicats, groupes communautaires et acteurs des institutions publiques. On s'attaque ici au principe de séparation des pouvoirs en donnant la priorité à la « souveraineté parlementaire », qui pourrait bafouer davantage le pouvoir judiciaire et la Charte des droits et libertés du Québec et du Canada.

Comme l'a souligné le Barreau du Québec dans un communiqué du 13 novembre 2025, cela représente des mesures autoritaires accélérant l'érosion de l'État de droit. Cet entre-deux entre le

nationalisme conservateur classique et l'extrême-droite plus assumée, est ce que j'appelle « fascisme tranquille » dans mon plus récent livre. Nous n'avons pas encore basculé dans un régime autoritaire, mais nous sommes bien à risque, et cela exige donc de rester très vigilant et de trouver des nouveaux moyens de s'organiser.

### **Résister à la vague autoritaire**

Il existe de nombreuses manières de résister à cette montée de l'extrême-droite et aux virages autoritaires des gouvernements un peu partout sur le globe. Sur le plan culturel, on peut agir tant sur le plan individuel et interpersonnel, que sur le plan collectif. À l'échelle individuelle, on peut tenter de résister à la diffusion de la personnalité autoritaire à travers

nos gestes, nos discours, nos interactions avec nos proches et nos familles.

Par exemple, la journaliste française – Salomé Saqué – préconise le recours aux petites actions, simples, mais indispensables. On peut penser au fait d’informer nos proches, d’apprendre à convaincre une personne qui ne partage pas nos idées par une posture d’écoute, le besoin de se mettre d’accord sur des référents communs, l’utilisation de récits personnels, de la patience et de la bonne foi dans la discussion malgré nos désaccords. On ne peut pas faire ça avec tout le monde, notamment dans nos interactions en ligne. Mais le fait de garder une ouverture au débat avec des interlocuteurs avec qui nous avons des liens de confiance permettrait dans certains cas de déconstruire certains discours autoritaires, de dédramatiser les gens de gauche, les immigrants ou les minorités, bref en influençant les gens « fâchés, mais pas fachos », pour prendre la formule de Jean-Luc Mélenchon.

Ensuite, cet « antifascisme du quotidien » peut aussi se traduire par des pratiques d’entraide et la création de liens de confiance dans les communautés locales, sur une base initialement non politique. Parler à ses voisins, se partager des outils et des œufs, organiser des fêtes de quartier ou prendre soin de sa ruelle, voilà autant de manières de « faire communauté » et de cultiver le sens de la communauté malgré notre époque fortement polarisée.

Le fascisme prospère dans un contexte d’atomisation sociale et d’individualisme aigu, où des individus se sentant impuissants s’identifient à un chef fort en guise de compensation symbolique. On démonte alors l’Autre et la différence, au lieu de voir des gens « pas tout à fait comme nous » comme d’autres êtres humains, avec qui nous pouvons entretenir des liens et partager beaucoup plus de similarités qu’on le pense. La (re)création de communautés, le travail de care??? et de soin (je dirais plutôt le souci des autres et le soin) au-delà de nos cercles d’ami·e·s sont donc des ingrédients indispensables d’une vie démocratique riche, qui sera moins susceptible de sombrer dans l’autoritarisme quand les choses commenceront à mal aller.

Outre ces pratiques d’entraide et cet « antifascisme du quotidien » à petite échelle, il est impératif de créer d’autres discours, récits et imaginaires face aux narratifs de l’extrême-droite qui circulent depuis une quinzaine d’années. Cela renvoie à la « bataille des idées » et à la « lutte pour l’hégémonie culturelle », c’est-à-dire la confrontation de visions du monde visant à influencer le sens commun, l’opinion publique et l’espace des « idées acceptables » (fenêtre d’Overton) dans la sphère médiatique.

Les idées de la droite conservatrice et de l’extrême-droite, notamment à travers la « guerre culturelle » autour du « wokisme », sont parvenues à imposer leur vision comme étant celle de la « norme » et de la « majorité », voulant ainsi défendre la civilisation, la nation, la démocratie et la liberté d’expression contre la « tyrannie des minorités » et « l’empire du politiquement correct ». Pour contrecarrer ce genre de discours et de cadrages du débat public, il ne suffit pas de déconstruire patiemment chaque argument, de faire du « *fact checking* » et d’opposer des idées rationnelles. Il faut aussi mobiliser des affects, créer des

symboles, mobiliser les représentations collectives, miser sur l'art et la mémoire populaire, afin de fournir une vision du monde capable de s'enraciner et de transformer le sens commun tout à la fois.

Ensuite, pour organiser ces formes de résistances à plus large échelle, il faut combiner deux stratégies distinctes et complémentaires : favoriser la réappropriation du monde numérique, puis la création de coalitions visant à relancer les mobilisations progressistes et démocratiques dans la rue. Sur le premier point, le virage autoritaire de Trump en 2025 et l'appui massif des milliardaires et géants de l'industrie numérique (GAFAM) ont accéléré la prise de conscience en matière d'autodéfense et de souveraineté numérique.

Cela signifie à la fois le besoin de développer des compétences à l'échelle individuelle et organisationnelle en termes de protection de la vie privée, d'auto-hébergement des données, d'adoption de communs numériques et de logiciels libres afin de réduire notre dépendance envers les entreprises américaines et l'administration technofasciste de Donald Trump. Ce n'est pas une simple question d'éthique, mais de nécessité pratique. À l'échelle collective, cela suppose le besoin de se doter de nos propres infrastructures technologiques, non pas en construisant des centres de données Google qui seront alimentés par l'hydroélectricité comme le suggère François Legault, mais en créant des infrastructures numériques libres et démocratiques, basées sur la propriété publique, coopérative, municipale et/ou communale. Tout un chantier doit être exploré en ce sens, dont l'horizon est ni plus ni moins que la rupture avec le capitalisme algorithmique et la dépendance envers la Silicon Valley.

Au niveau de la bataille des idées et des imaginaires maintenant, on peut envisager une stratégie double. Pour les personnes qui le veulent et le peuvent, il faut développer une stratégie d'influence médiatique misant à la fois sur l'infiltration des médias traditionnels, mais aussi la création de médias indépendants et alternatifs. Il faut multiplier et coordonner les influenceurs et influenceuses sur les médias sociaux comme Facebook, Instagram, YouTube et TikTok, par la création de podcasts, de clips vidéos, et de contenus viraux pour contrecarrer les discours d'extrême-droite et diffuser de nouveaux narratifs de gauche. Bien sûr, on avance ici en terrain miné, où les plateformes numériques et les algorithmes jouent souvent en faveur de la droite (et l'extrême-droite). Cela dit, désertir complètement ce terrain consisterait à laisser toute la place à nos adversaires, à ne plus rejoindre les masses, et à se contenter d'un entre-soi militant confiné aux marges.

De façon complémentaire, il s'avère essentiel de miser, autant sinon plus, sur des techniques de mobilisation, de recrutement et de persuasion hors du monde numérique. Trop longtemps, la gauche a été cantonnée à l'activisme en ligne, alors que les liens sociaux et les imaginaires se transforment surtout via la vie quotidienne, les milieux de travail, les pièces de théâtre, la musique, les conversations en personne, etc. Le fait de miser sur l'éducation populaire, le porte-à-porte, les arts et d'autres moyens de rejoindre les gens hors de nos cercles, contribue à cultiver cet « antifascisme du quotidien ».

Enfin, cela ne suffit pas non plus. Il faut encore que la gauche réapprenne à surmonter ses divisions internes, à mobiliser les gens sur des enjeux concrets qui touchent leurs conditions d'existence (coût de la vie, crise du logement, etc.), et à créer des coalitions entre de multiples groupes de la société civile. Avant de penser à influencer ou à transformer la « gauche des urnes » (partis politiques), il importe donc de reconstruire la « gauche de la rue » par la formation de coalitions larges et agiles, entre groupes, collectifs et grandes organisations qui ne pensent pas tous pareil.

Depuis 2025, on assiste d'ailleurs à l'émergence et à la multiplication d'initiatives et de mobilisations, à l'instar de Multitudes, la marche du 8 mars organisée par Mères au front, des événements comme « Contrecarrer l'extrême-droite », la création du Front antifasciste populaire, une grande manifestation des syndicats et groupes communautaires face aux politiques régressives du gouvernement Legault. On assiste ainsi à un bouillonnement, mais qui demande encore un certain niveau de convergence et de clarté. Dans tous les cas, on doit bâtir le radeau en pleine mer, car il n'y a pas de formule magique. C'est en agissant et en luttant qu'on apprend à résister, à transformer nos récits et à gagner.

**Lectures complémentaires:**

Jonathan Durand Folco, *Fascisme tranquille : essai sur la pensée autoritaire au Québec*, Montréal, Écosociété, 2025.

Robert O. Paxton, *The Anatomy of Fascism*, New York, Alfred A. Knopf, 2004.

Salomé Saqué, *Résister*, Paris, Payot, 2025.

Jason Stanley, *Les ressorts du fascisme*, Paris, Éliott Éditions, 2022.

**Notes:**

**Jonathan Durand Folco** est professeur agrégé en innovation sociale à l'université Saint Paul d'Ottawa, chercheur et auteur de nombreuses publications.

Image d'illustration d'après la photo de Marc Riboud, *la fleur au fusil*



# L'extrême-droite au Québec : phénomène cyclique et tension identitaire

Conférence donnée par Maryse Potvin - Compte rendu par Katarina Radovanovic



## 1. Mise en contexte

À l'AG d'ATTAC, la professeure Maryse Potvin, politologue et sociologue à l'UQAM, a présenté une analyse approfondie de la montée de l'extrême-droite au Québec. Son exposé cherchait à comprendre d'où viennent ces mouvements, pourquoi ils réapparaissent dans certaines périodes, et comment les transformations médiatiques et sociales actuelles contribuent à leur essor. L'objectif n'était pas d'alarmer, mais d'expliquer les dynamiques en jeu et de mettre en lumière les fragilités collectives sur lesquelles ces groupes s'appuient.

## 2. Les moments où l'extrême-droite réapparaît

Selon Mme Potvin, l'extrême-droite québécoise n'est pas un phénomène continu mais cyclique, qui se renforce dans les moments de tension identitaire. Après les référendums de 1980 et 1995, plusieurs groupes ultranationalistes ont émergé ou repris vie. La crise des accommodements raisonnables en 2007 et la polémique autour de la Charte des valeurs en 2013 ont joué un rôle similaire. Ces périodes créent des « fenêtres d'opportunité » où les inquiétudes culturelles et politiques se cristallisent.

C'est dans ce contexte qu'apparaissent des groupes comme La Fédération des Québécois de souche, inspirée de mouvements néonazis et proche d'Atalante Québec, ou encore La Meute, fondée en 2015. Cette dernière reprenait un discours ancien centré sur la peur de « l'islamisation » de la société québécoise. Après l'attentat contre la mosquée de Québec en 2017, l'attention médiatique envers la radicalisation francophone a révélé l'ampleur des réseaux d'extrême-droite et leur capacité à organiser des manifestations hostiles aux immigrants, notamment envers les demandeurs d'asile arrivant par le chemin Roxham. D'autres groupes comme Horizon Québec Actuel, influencés par les mouvements identitaires européens, concentrent leur discours sur l'immigration de masse, le multiculturalisme et la défense d'une identité nationale présentée comme menacée.

### **3. Pourquoi certaines personnes adhèrent à ces groupes**

Une des contributions majeures de la conférence est sa capacité à expliquer les trajectoires personnelles qui mènent des individus vers ces mouvements. Mme Potvin montre que plusieurs personnes qui s'en rapprochent vivent un sentiment profond de rejet, d'isolement ou de perte de repères. Cela concerne notamment des populations qui, auparavant, disposaient d'espaces de sociabilité collective — syndicats, églises, associations — et qui, aujourd'hui, se retrouvent souvent seules ou déconnectées.

Les réseaux sociaux jouent alors un rôle central : ils deviennent des lieux où se recrée un sentiment d'appartenance, de solidarité et même d'utilité sociale. C'est dans ce contexte que l'idée d'« agentivité », ou la capacité d'agir sur sa vie, prend tout son sens. Pour des personnes qui se sentent ignorées ou dominées par des forces extérieures, la participation à un groupe militant procure un sentiment de contrôle. À l'inverse, lorsque ce sentiment disparaît, certains chercheurs parlent de « panique d'agentivité », un état où l'on cherche des explications simples à des réalités complexes, ce qui ouvre la porte aux théories du complot ou aux discours polarisants.

Mme Potvin relie aussi ces dynamiques individuelles à une défiance plus large envers les institutions. Plusieurs citoyens estiment que les élites politiques, les juges ou les médias ne les représentent plus et ne comprennent pas leur réalité quotidienne. L'absence de mouvements sociaux capables d'encadrer ces frustrations contribue à laisser ces personnes sans espace d'expression. Dans ce vide, l'extrême-droite propose un récit qui identifie un responsable clair — l'immigration, les élites, le multiculturalisme — et offre un sentiment de cohérence, même si cette cohérence repose sur des amalgames.

### **4. Les transformations médiatiques qui nourrissent le phénomène**

La conférence accorde une place importante à la transformation de l'espace public à l'ère des réseaux sociaux. Pour Maryse Potvin, nous vivons une mutation profonde de ce que les philosophes appellent la sphère publique, autrefois fondée sur la raison, la vérification des faits et la pluralité des points de vue. Aujourd'hui, les réseaux sociaux favorisent au contraire

l'immédiateté, la viralité des émotions et le brouillage entre opinions et informations.

Cette transformation facilite la diffusion rapide de discours extrémistes. Les frontières entre experts et non-experts s'effacent : chacun peut se présenter comme une source légitime d'information. Les algorithmes renforcent les chambres d'écho, créant des espaces fermés où les mêmes idées se répètent et se valident mutuellement. Les médias traditionnels ne sont pas à l'abri : la pression constante de l'actualité et le besoin d'attirer l'attention les poussent parfois à privilégier des récits sensationnalistes, contribuant involontairement aux paniques morales.

Dans ce contexte, les groupes d'extrême-droite construisent une critique systématique des médias, souvent qualifiés de « merdias », et se posent en seules sources d'« information vraie ». Mme Potvin rappelle que cette méfiance est aujourd'hui documentée : les sondages montrent une baisse marquée de la confiance envers les médias traditionnels. Cette perte de confiance renforce le rôle des cercles proches — famille, amis, collègues — dans la formation des opinions politiques, un phénomène accentué par les réseaux sociaux qui transforment les « faux-amis » en influenceurs du quotidien.

## **5. Les discours actuels et leurs effets**

Maryse Potvin décrit les discours qui dominent actuellement l'extrême-droite au Québec : défense d'une identité nationale présentée comme en danger, dénonciation de l'immigration de masse, association floue entre islam, radicalisme et menace culturelle, et critique constante du multiculturalisme canadien. Ces discours évitent souvent la haine explicite. Ils utilisent plutôt des termes vagues et des formules respectables, ce qui rend leur qualification juridique difficile. C'est ce qu'elle nomme un néo-racisme respectable (j'imagine qu'elle veut dire respectable), où les idées discriminatoires se dissimulent derrière des expressions « raisonnables ».

Après l'attentat de la mosquée de Québec, plusieurs groupes ont réagi en se présentant eux-mêmes comme victimes, accusant les médias et les politiciens de les associer injustement à la violence. Ce renversement du rôle de victime contribue à maintenir une identité de résistance, où le groupe se voit comme dernier rempart d'une culture menacée.

## **6. Conclusion : un phénomène révélateur de fragilités sociales**

À la fin de la conférence, Maryse Potvin souligne que la montée de l'extrême-droite n'est pas simplement un affrontement idéologique. Il s'agit d'un symptôme de fragilités sociales plus profondes : crises politiques répétées, fragmentation de l'espace public, isolement grandissant, disparition des lieux de solidarité, et besoin de reconnaissance collective.

Pour contrer efficacement ces dérives, elle invite à reconstruire des espaces de dialogue inclusifs, à soutenir des formes renouvelées d'appartenance collective et à valoriser des

lieux où les citoyens peuvent se sentir entendus et engagés sans devoir se tourner vers des récits simplistes ou polarisants. Comprendre ces dynamiques, rappelle-t-elle, est essentiel pour préserver une société démocratique et cohésive.

Notes:

Image de couverture : Photo tirée de la page Facebook du groupe Atalante Québec

[1] **Maryse Potvin** politicologue et sociologue, professeur à l'UQAM, titulaire de la chaire de recherche France Québec sur la liberté d'expression, auteure de nombreuses publications.

[1] **Katrina Radovanovic**, membre du CA d'Attac, météorologue de formation, travaille à l'ECCC. Engagée depuis des années en éducation populaire, codirectrice de Neo Collège, OBNL dédiée aux jeunes.



# La Belgique face au péril de l'extrême-droite

Par Cédric Leterme



Comme de nombreux pays à travers le monde, la Belgique était appelée à voter, en 2024, pour renouveler ses différentes instances de gouvernement. L'occasion d'y prendre le pouls de la vague réactionnaire qui déferle actuellement sur la planète. Les résultats ont confirmé des dynamiques historiquement contrastées entre le Nord et le Sud du pays, mais sur fond d'une droitisation qui interroge sur les stratégies à suivre pour y faire face.

« 2024 : année de la démocratie ». L'expression désignait le nombre record de pays et de populations concernées par des scrutins électoraux en 2024. Elle s'appliquait aussi parfaitement au cas belge, puisque pas moins de cinq élections y étaient organisées l'année dernière, à cheval sur les mois de juin (élections européennes, fédérales et régionales) et octobre (élections communales et provinciales)<sup>[1]</sup>. À la veille des premiers scrutins du printemps, une question, en particulier, était sur toutes les lèvres : quels allaient être les scores de l'extrême-droite ? Il n'échappait, en effet, à personne que celle-ci avait plus que jamais le vent en poupe, portée par un contexte favorable à l'échelle européenne et mondiale. Confinements liés à la pandémie de covid-19, guerre en Ukraine et chocs inflationnistes, mobilisations d'agriculteurs en colère, autant d'événements habilement instrumentalisés par une extrême-droite déjà sur une pente ascendante depuis au moins deux décennies, et ce alors qu'au même moment les forces progressistes se déchiraient sur

les réponses à apporter à ces différentes crises.

Dans ce contexte, en Belgique, au nord du pays, les yeux se portaient notamment sur les sondages annonçant l'extrême-droite du Vlaams Belang (VB) au coude à coude avec les nationalistes ultraconservateurs de la N-VA, voire la dépassant pour devenir le premier parti de Flandres (et par extension du pays). Une perspective d'autant plus inquiétante que, pour la première fois, les deux partis nationalistes semblaient en mesure de recueillir une majorité des votes des électeurs flamands. De quoi fragiliser encore plus le « cordon sanitaire » politique en vigueur depuis les années 1990<sup>[2]</sup> et qui avait jusqu'ici réussi à éviter la participation du VB à un quelconque niveau de pouvoir.

De l'autre côté de la frontière linguistique, côté francophone, la situation était un peu différente, notamment en raison de la faiblesse historique de l'extrême-droite organisée en Wallonie et à Bruxelles. Une faiblesse qui s'explique à la fois par ses propres divisions internes et l'absence de figure charismatique, un sentiment et une identité nationale moins développés qu'en Flandres, mais aussi des stratégies de luttes et de résistances antifascistes plus offensives et structurées côté wallon, ainsi que l'existence, en Belgique francophone, d'un cordon sanitaire médiatique qui vient compléter le volet politique également présent en Flandres. Pour autant, le scrutin de 2024 n'y était pas non plus dénué d'inquiétude.

D'abord, parce que pour la première fois en vingt ans, on ne trouvait qu'une seule formation d'extrême-droite en lice pour les élections en Wallonie : le parti « Chez Nous », lequel avait développé une campagne agressive sur les réseaux sociaux et obtenu le soutien – y compris financier – d'autres formations en vue (p. ex : Vlaams Belang, RN en France, PVV aux Pays-Bas).

Ensuite, parce qu'en parallèle, le principal parti de la droite « traditionnelle » francophone, le Mouvement réformateur (MR), suivait depuis plusieurs années une stratégie de polarisation et de radicalisation portée en particulier par son jeune président « trumpiste » Georges-Louis Bouchez, arrivé à la tête du parti en 2019. Omniprésent sur les réseaux sociaux et les médias, notamment en raison de son style volontairement clivant et provocateur, ce dernier assume une stratégie de « guerre culturelle » et une droite décomplexée qui n'hésite pas à chasser sur les terres de l'extrême-droite en reprenant ouvertement les thèmes et les codes. Cette stratégie était toutefois loin de faire l'unanimité jusque dans son propre parti où sa présidence avait même été plusieurs fois contestée suite à des incidents l'impliquant. Un des enjeux du scrutin consistait donc à mesurer l'efficacité de cette stratégie – outre son incidence déjà palpable sur la « droitisation » du débat public – et ses implications pour les équilibres internes à la droite francophone belge.

Résultats contrastés et convergences entre Nord et Sud

En Flandres, les résultats se sont finalement avérés un peu moins pires que prévu. Déjouant

les sondages, la N-VA a sauvé sa place de premier parti, tandis que le Vlaams Belang progressait légèrement moins qu'anticipé, (emploi critiqué, je dirais moins que prévu) leurs scores combinés ne dépassant finalement pas les 50 % (sans en être très loin). Derrière, les partis qui ont le plus progressé sont les sociaux-démocrates de Vorruij (ancien parti socialiste, devenu troisième parti de Flandres) et la gauche radicale du PTB-PVDA. À l'inverse, les libéraux (Open-VLD) du premier ministre sortant se sont effondrés, tandis que les écologistes (GROEN) perdaient des plumes et que les sociaux-chrétiens (CD&V) se stabilisaient.

Le paysage politique flamand continue donc de pencher résolument à droite – voire à l'extrême-droite – mais la progression de la gauche et du centre-gauche démontre que les préoccupations sociales sont bien présentes. D'ailleurs, les scores du Vlaams Belang doivent aussi en partie être lus à cette aune, puisque le parti s'est distingué de la N-VA ces dernières années en alliant notamment la défense de l'État providence (pour les Flamands) et une critique de la mondialisation à des positions sécuritaires et anti-immigrations plus traditionnelles. Dans ce contexte, la coalition qui s'est dégagée côté flamand inclut donc les trois premiers partis (si l'on exclut le VB) : la N-VA et son alliance d'ultraconservatisme social et d'ultralibéralisme économique, Vorruij et son centre-gauche qui tente d'apparaître plus ferme sur les questions sociétales tout en dénonçant les inégalités croissantes et le CD&V, un parti de centre-droit qui garde des liens importants avec le Mouvement Ouvrier Chrétien et en particulier les mutualités et syndicats représentatifs de ce courant.

Côté francophone, à l'inverse de la Flandres, les résultats se sont révélés pires que prévu. Certes, le parti d'extrême-droite « Chez Nous » a finalement réalisé un score dérisoire en Wallonie. Mais il s'agissait de la seule bonne nouvelle du scrutin. Pour le reste, le MR s'est imposé comme premier parti francophone en détrônant le PS à Bruxelles et en Wallonie. En Région wallonne, il signe d'ailleurs son meilleur résultat en près de 20 ans, grâce notamment à sa stratégie de braconnage sur les terres de l'extrême-droite (ce qui explique au passage en grande partie l'échec de « Chez Nous »), mais aussi en réussissant à capter une partie non négligeable d'un électorat populaire jusqu'ici très largement acquis à la gauche. L'autre grand gagnant du scrutin, c'est le parti « Les Engagés », héritier du Parti social-chrétien devenu un « mouvement participatif » d'inspiration macroniste suite à une déroute électorale en 2019 qui l'avait pratiquement rayé de la carte. Misant tout sur un changement de nom et d'identité, ainsi que sur un discours volontairement ambigu empruntant à la fois à la droite, à la gauche et aux écologistes, il est (re)devenu le troisième parti francophone, au coude à coude avec le PS, tandis que les écologistes s'effondraient et que le PTB stagnait.

Ces résultats ont poussé de nombreux observateurs à annoncer un « basculement à droite » historique d'une Wallonie (et dans une moindre mesure de la Région bruxelloise) jusqu'ici plutôt ancrée à gauche. Dans la foulée, le MR et Les Engagés se mettaient rapidement d'accord pour gouverner ensemble partout où c'était possible (à l'heure d'écrire ces lignes, les négociations sont toujours bloquées à la Région bruxelloise, où la droite n'a pas réussi à obtenir une majorité des voix), en reléguant le PS dans l'opposition au niveau fédéral,

communautaire et wallon, fait rarissime depuis la création des entités fédérées belges. Selon le nouvel axe « MR- Les Engagés », il fallait donc profiter de l'occasion pour enfin mener des réformes auxquelles la gauche s'opposait par « dogmatisme » depuis trop longtemps, à commencer par un durcissement drastique de l'assurance-chômage réclamé à cor et à cri par le patronat et la droite depuis des décennies ou encore l'application d'une politique migratoire encore plus stricte et inhumaine que celle qui a pourtant déjà valu de multiples condamnations à l'État belge ces dernières années.

Des attaques d'une violence inédite depuis l'après-Deuxième Guerre mondiale

Les premiers mois de la coalition « Arizona » au fédéral et « Azur »<sup>[3]</sup> en Wallonie se sont ainsi caractérisés par des plans d'austérité massifs, des attaques en règle contre le droit du travail, la sécurité sociale et les services publics ou encore un durcissement sans précédent de la politique migratoire, tandis que les entreprises et les plus riches étaient préservés ou même couverts de nouveaux cadeaux. Le tout sur fond d'un mépris de plus en plus affichés et assumés pour les procédures et normes démocratiques les plus élémentaires, que ce soit vis-à-vis de l'opposition parlementaire, de l'indépendance de la justice, de la concertation sociale et du rôle des syndicats ou encore du tissu associatif et de la société civile.

En face, le camp progressiste est resté un temps groggy (je dirais abasourdi ou hébété) par l'annonce de résultats présentés comme la preuve irréfutable d'une « droitisation » de la société belge en phase avec une dynamique européenne et mondiale similaire. Pourtant, ce constat doit être nuancé. En Belgique comme ailleurs, c'est surtout le rejet massif du système politique et économique actuel qui prime, un rejet sur lequel l'extrême-droite et la droite extrême parviennent – pour l'instant – à mieux capitaliser que la gauche, ce qui ne veut pas dire pour autant que leurs programmes politiques concrets suscitent une adhésion majoritaire, loin de là. D'ailleurs, la colère monte déjà contre de nombreuses mesures antisociales qui contredisent directement les discours de campagne de la droite sur la « valorisation du travail » et la « récompense du mérite ». En témoignent les fortes mobilisations observées lors de différentes actions organisées à l'appel des syndicats (dont une grève et manifestation nationale historique le 14 octobre dernier qui ont réuni plus de 150 000 personnes à Bruxelles). De la même manière, les mobilisations historiques (par leur ampleur et leur régularité) en faveur de la Palestine démontrent également que la droite est loin d'avoir gagné la « bataille culturelle » sur tous les sujets.

Reste que de nombreux défis se posent pour les mouvements et les organisations progressistes belges qui font actuellement face aux attaques largement inédites du gouvernement. Pointons-en trois, pour conclure. D'abord, il s'agit de déterminer si la situation actuelle n'est qu'une anomalie passagère ou si elle renvoie à des bouleversements structurels plus profonds. Dans le premier cas, le camp progressiste pourrait se contenter de faire le gros dos en attendant un (hypothétique) retour à la normale lors des prochaines élections. Dans le second cas, il s'agit de prendre acte de la nouvelle situation et d'agir en conséquence, dès maintenant. Le deuxième enjeu consiste à réfléchir à la pertinence et à

l'efficacité des modalités historiques de résistances antifascistes, en particulier en Wallonie où elles ont fait leurs preuves pour freiner l'émergence d'une extrême-droite structurée, mais où le principal défi se trouve désormais au sein même du premier parti francophone. Enfin, le dernier défi, et non des moindres, consiste à travailler à (re)créer des liens entre différentes luttes (écologiques, sociales, féministes, antiracistes, LGBTQIA+, etc.) qui ont été traversées de nombreuses divisions, ces dernières années, sur lesquelles l'extrême-droite et la droite extrême ont habilement réussi à jouer pour les affaiblir. Toutefois, de ce point de vue, la violence et l'ampleur des attaques actuelles offrent paradoxalement une occasion unique de rappeler à tous qui sont les vrais ennemis et, à l'inverse, les alliés potentiels.

Note:

Cédric Leterme est Docteur en Sciences politiques et sociales, chargé d'étude au Groupe de recherche pour une stratégie économique alternative ([www.gresea.be](http://www.gresea.be))

---

[1] Pour rappel, la Belgique est un État fédéral fondé sur une division du pouvoir territoriale (entre l'État et les Régions flamande, wallonne et bruxelloise) et communautaire (avec les Communautés flamande, francophone et germanophone).

[2] Cet accord entre partis démocratiques faisait suite au « dimanche noir » de 1991 qui avait vu le VB multiplier par six son nombre d'élus au Parlement. Côté francophone, il existe un accord similaire (encore renouvelé en 2022) qui se double d'un volet médiatique à travers lequel les médias s'engagent à ne pas donner la parole en direct (à la radio ou à la télévision) à des représentants.

[3] Les noms correspondent aux couleurs des partis politiques impliqués dans les coalitions au pouvoir.



# Combattre l'extrême droite

Par Claude Vaillancourt



La prise du pouvoir par l'extrême-droite dans plusieurs pays — dont le plus puissant au monde — pose d'importants défis. D'autant plus que même si elle ne dirige pas un pays, l'extrême-droite demeure menaçante dans plusieurs démocraties, dans toute l'Europe, notamment.

Si le Québec semble relativement à l'abri de ses assauts pour le moment, il n'en subit pas moins de sérieux effets de contagion : une politique plus agressive envers l'immigration, un recul net de la protection de l'environnement et de la lutte contre le réchauffement climatique, un manque de compassion devant le sort des plus démunis, une plus grande agressivité dans les débats.

À Attac, des années de lutte contre le néolibéralisme nous ont habitué.e.s à un certain type d'interlocuteur. Nous nous battions contre un système rationnel qui s'appuyait sur des théories économiques (dont les fondements étaient fallacieux, selon nous). Nous opposions nos idées à d'autres qui servaient principalement les élites financières. La principale stratégie de nos adversaires était de nous ignorer : pourquoi perdre du temps à discuter avec des personnes qui ne comprennent rien, qui n'acceptent pas de grandes évidences? Le système néolibéral s'est finalement effondré et nos diagnostics se sont révélés être les bons. Mais alors que le moment était propice pour aller de l'avant avec nos idées progressistes, nous nous sommes fait doubler par l'extrême-droite. Et nous ne nous sommes toujours pas

remis.e.s du choc qui en a découlé.

L'extrême-droite est venue jouer dans nos plates-bandes. Elle a dénoncé le libre-échange, les compagnies pharmaceutiques, le Forum économique de Davos, etc. Elle a parlé aux victimes de la mondialisation, a réussi à obtenir une bonne partie de leur vote. Elle a joué à fond la tactique de la confusion. Parvenue au pouvoir, elle donne tout aux élites financières qu'elle ne dénonçait que partiellement, dans le fond, et ne fait rien pour aider les gens qui ont voté pour elle, mais qui lui restent attachés.

L'extrême-droite n'a aucune réticence à utiliser des armes qui répugnent aux autres tendances politiques. Et cette stratégie se révèle efficace. Elle diffuse à grande échelle le mensonge, les théories du complot, les *fake news*. Elle envoie au front des cohortes de trolls qui envahissent les réseaux sociaux. Elle intimide ses adversaires, remplace l'argumentation par des insultes (ce qu'on entend, par exemple, tous les jours dans les discours du président étatsunien).

L'un des reculs les plus spectaculaires dans lequel nous entraîne l'extrême-droite concerne l'environnement. Le climatoscepticisme avait été marginalisé, en grande partie neutralisé. Si cela ne permettait pas de mettre en place les changements radicaux nécessaires pour entreprendre la transition socio-écologique, beaucoup de pays s'étaient malgré tout engagés dans une bonne voie, au point de faire diminuer la menace d'un réchauffement incontrôlé de la planète. Mais l'extrême-droite, plus spécifiquement le gouvernement Trump, réaffirme un climatoscepticisme sans gêne, allant violemment à l'encontre de tout ce que nous apprend la science, et qui détruit le peu qui avait été accompli depuis quelques années. D'autres pays, dont le Canada, se laissent influencer par les politiques étatsuniennes, en revenant sur leurs politiques environnementales, en les réduisant de façon significative. Le retour en arrière est tellement spectaculaire qu'il laisse déconcerté.e.s tous les écologistes, jusqu'aux plus modéré.e.s. Les reculs sont par ailleurs tout aussi significatifs dans d'autres domaines : les droits de la personne, la liberté d'expression, etc.

Alors que nous nous étions habitués à combattre une certaine rationalité, nous voilà confronté.e.s à une irrationalité décomplexée. Nous devons affronter des individus pour lesquels la fin justifie les moyens, qui stimulent trop souvent de bas instincts, le racisme, le sexisme, le mépris de l'autre sous différentes formes. La satisfaction des besoins immédiats des individus l'emporte nettement sur le bien-être collectif. C'est dans le bassin des électeurs et électrices victimes des politiques néolibérales et de l'accroissement des inégalités que l'extrême-droite puise, ceux qu'on croyait pourtant acquis à des revendications progressistes. L'extrême-droite les entraîne dans un vote qui nuit à leurs propres intérêts et cela, en les maintenant dans l'ignorance et en leur exposant un monde fictif dans lequel l'étranger est la plus grande menace.

Comment agir alors devant ces changements arrivés trop vite et auxquels nous sommes si mal préparés? Le problème est si considérable qu'il me semble que les solutions proposées

pour y répondre ne pourront être que décevantes. Chose certaine, nous ne parviendrons pas à renverser la tendance dans un délai rapproché.

Les progressistes aux États-Unis, confrontés à la plus grande menace jamais vue contre leur démocratie, ont adopté différentes attitudes. De nombreux démocrates laissent passer la vague en espérant que les politiques désastreuses de Trump mènent à son effondrement et à celui du courant qu'il représente. Incapables de trouver des solutions de rechange immédiates, ces personnes adoptent une attitude passive qui n'est pas sans risques. Le gouverneur de la Californie, Gavin Newsome, a choisi quant à lui d'adopter dans ses communications un populisme imitant celui de Trump. Utiliser les moyens de l'adversaire, mais en montrant ses côtés ridicules est pour lui une bonne réplique, qui a par ailleurs donné des résultats positifs bien réels. Mais cela soulève une importante question éthique : devant les comportements inacceptables des trumpistes, faut-il s'élever ou s'abaisser comme eux? La question reste ouverte.

Bernie Sanders et Alexandria Ocasio-Cortez ont préféré se rattacher aux classes populaires, dénonçant l'incapacité des démocrates à répondre à leurs besoins, et montrant tous les problèmes liés à l'oligarchie, au pouvoir des ultra-riches, peu importe leur adhésion politique.

Quelle orientation doit alors prendre le mouvement social au Québec devant l'extrême-droite? Doit-il se lancer dans un populisme de gauche, adopter des discours plus virulents? Ou doit-il s'en tenir à ce qu'il a toujours fait, une défense patiente et obstinée de ses idées, encore plus pertinentes dans un monde polarisé et qui se cherche? En fait, aucune stratégie à elle seule ne semble idéale. Sinon, celle de demeurer très vigilant.e, de ne jamais se résigner, de toujours combattre et répliquer, de ne surtout pas abandonner la bataille en ces temps qui nous semblent si difficiles.



# Le populisme et la gauche

Par Jeanne Gendreau



Le mot « populisme » soulève bien des débats. Associé depuis des décennies à la droite et à ses extrêmes, beaucoup hésitent à considérer son utilité pour la gauche et les forces progressistes. Chantal Mouffe (et Ernesto Laclau, politologue argentin décédé en 2014) semble la seule philosophe politique (elle se définit comme « activiste férue d'idées ») qui ait théorisé sur ce sujet. La lecture de l'essai paru en 2018<sup>[1]</sup> apporte un nouvel éclairage sur le populisme comme stratégie de gauche. Car le populisme n'est pas une idéologie, ni une doctrine, encore moins un régime, mais une façon de transformer l'*hégémonie* à l'intérieur d'une démocratie qu'il faut restaurer et radicaliser.

Il faut saisir « LE » moment populiste et c'est urgent écrivait Chantal Mouffe en 2018. Pourquoi la gauche n'a-t-elle pu saisir cette opportunité? Pourquoi les inégalités de plus en plus évidentes qui creusent un fossé toujours plus large entre les possédants et les dépossédés ne peuvent-elles pas mettre en lumière de façon éclatante les nécessités d'une *démocratie radicale*? Ce moment est crucial et pourtant le train passe, dirait-on, devant une gauche sidérée qui peine à s'organiser. Jonathan Durand-Folco, dans son dernier et pertinent ouvrage décrit l'opposition entre « gauche identitaire » et « gauche universaliste », qui pourrait expliquer en partie cette paralysie.<sup>[2]</sup>

Comment lutter pour l'*hégémonie* de gauche? Dans cet essai, Chantal Mouffe propose une



stratégie applicable en *démocratie libérale* et susceptible de transformer *l'hégémonie* actuelle : remplacer les valeurs d'individualisme, de consumérisme... par les valeurs d'égalité, de justice, de souveraineté du peuple, de communs???, etc.

La stratégie proposée par Mouffe est en rupture avec les aspirations révolutionnaires de la gauche essentialiste traditionnelle. Se définissant comme « postmarxiste », Mouffe observe que la « clientèle » de gauche s'est « élargie ». Devant la croissance exponentielle du néolibéralisme, les luttes anticapitalistes sont de plus en plus diversifiées et se pratiquent de façon intersectionnelle et /ou transversale. C'est donc le moment d'inclure le plus de citoyens possible dans la lutte pour une hégémonie progressiste. Il faut donc viser à radicaliser et revitaliser la démocratie tout en dénonçant le capitalisme comme source de toutes les oppressions.

La revitalisation de cette démocratie gangrenée par le néolibéralisme nécessite du citoyen un engagement actif où il pourra collaborer dans l'idée de l'intérêt commun. Il faut donc réaffirmer l'importance de l'action collective, cet aspect de la vie politique qui a été nié par les néolibéraux. Le citoyen remplace le contribuable et surtout le consommateur. Ce citoyen impliqué intervient *entant qu'agent social* et s'engage dans la communauté. Son action est donc politique avant tout.

La multitude de citoyens engagés dans cette action ont nécessairement des demandes, des besoins et des visions différents. Dans un contexte aussi multiple, comment s'articuler?

Première caractéristique du populisme de gauche : débattre de façon *agonistique* et non antagoniste : *l'adversaire* (et non « l'ennemi ») est le système néolibéral entretenu par une élite oligarque. Une frontière doit clairement s'établir entre les valeurs démocratiques à restaurer et les valeurs néolibérales à combattre. Le basculement vers le populisme de droite et ses dérives (autoritaires et fascisantes,) est dû entre autres à une identification tronquée de l'adversaire. Qui est « l'autre », l'ennemi intérieur qui menace. Cet ennemi a un nom, un visage, une vie, etc. et est hautement soupçonné de vouloir détruire la nation. Il semble hélas que la lutte aux « wokes » et aux immigrants semble plus rassembleuse que la lutte aux oligarques néolibéraux!

Une deuxième caractéristique importante du populisme de gauche est la façon d'articuler les

demandes et les besoins multiples des citoyens/*agents sociaux*. Faut-il nécessairement prioriser, hiérarchiser les demandes et les besoins pour créer un nouveau discours porteur d'espoir? Comment assembler ces différentes préoccupations démocratiquement recevables sans se morceler? Comment donner du sens politique à un discours intrinsèquement multiple? En articulant ces luttes et ces différences sur une *chaîne d'équivalence* : aucune demande, aucune lutte n'est plus légitime qu'une autre. Le *peuple* se construit ainsi dans un débat permanent, à mesure, sans projet consensuel.

Dans un essai précédent, paru en 1985,[3] Mouffe dénonce cette utopie politique d'une société post-révolutionnaire réconciliée avec elle-même qui n'aurait plus besoin de débattre. Pour Mouffe, le conflit est essentiel car il ne peut y avoir de politique sans adversaire. Nier le conflit, dans l'espoir d'une « gauche unie » c'est laisser l'extrême-droite cultiver la colère, le ressentiment, le désespoir, en occupant tout l'espace, pendant que la gauche discute rationnellement de comment restaurer et radicaliser une démocratie vacillante en risque d'imploser.[4]

Ce qui est primordial et il faut le souligner à gros traits, c'est que chaque agent, quel que soit son rôle dans la chaîne d'équivalence, ait conscience de tout l'écosystème dans lequel l'humain évolue à tort de façon souveraine. La préoccupation écologique doit être en priorité sur la chaîne d'équivalence de façon transversale et doit faire partie de tous les débats.

Par contre, tenter de concrétiser ce que peut être une *chaîne d'équivalence* n'est pas spécifiquement décrit dans cet essai. Ce concept suscite plus de questions que de réponses, Mais peut-être qu'en tentant concrètement le populisme de gauche, on pourrait réussir à illustrer le concept?

Quel est le rôle des partis politiques dans la construction de ce peuple en devenir? La notion de populisme de gauche aurait influencé certains partis de gauche en terme stratégique, dont Québec Solidaire dont il sera question plus loin. Il semble cependant, qu'après une dizaine d'années, cette influence a beaucoup diminué, notamment à cause du peu de succès électoraux des partis de gauche et de la montée significative des gouvernements de droite. Mais plusieurs principes du populisme de gauche pourraient être réappropriés localement et ainsi sortir les partis de gauche du sempiternel débat autour de la « vraie » gauche.

### **Le rôle des affects en stratégie populiste**

La gauche militante a souvent privilégié avant tout un discours et une attitude rationnels. Avec la stratégie populiste, le rôle des affects, des émotions, est primordial dans la constitution d'identités politiques, alliée toutefois à la capacité de raisonner et de réfléchir.

La sociologue Eva Illouz[5] complète très bien le propos de Mouffe sur les affects. Sociologue de formation, elle s'est principalement intéressée aux rôles des affects dans le



vécu collectif et politique. Le *ressentiment*, serait une émotion qu'on peut canaliser de façon émancipatrice OU régressive : orienté vers une action collective (gauche) OU vers la fabrication de bouc-émissaires (droite).

Mais encore plus destructeur pour la démocratie est le sentiment de *désespoir*. Cet état émotionnel génère une **apathie** collective qui, renforcée par une forte pulsion consumériste, empêche le mouvement nécessaire à l'engagement politique. Dans la discussion démocratique, il faut nécessairement tenir compte des affects, sans déni, afin que ces émotions soient un moteur positif de transformation hégémonique.

Le rôle des leaders dans la façon de lier affects et action émancipatrice est aussi un aspect du populisme de gauche à investiguer.

### Québec Solidaire est-il un parti populiste?

En conclusion, observons comment la stratégie populiste de gauche a été et est investie à Québec Solidaire.

Des citoyens de plusieurs milieux ont participé à la fondation de ce parti : communautaires, syndicaux, féministes, etc. qui se sont alliés à l'UFP, l'Union des forces progressistes[6].

Ces différents groupes semblent avoir réussi, du moins au début, à articuler leurs nombreuses demandes et besoins sur une chaîne d'équivalence. Écrire un programme « commun » a donc été une tâche colossale mais une excellente façon de débattre *agonistiquement* de différentes réalités. Dans les premiers congrès du parti, il y avait des militants de plusieurs diversités. (je dirais de plusieurs horizons)

Par la suite, on peut observer chez Québec Solidaire un virage résolu vers la démocratie représentative qui a pris de plus en plus de place dans la vie militante, surtout à partir de 2018, moment où plusieurs député.e.s ont été élu.e.s. Pour un parti politique, il peut sembler normal d'être d'abord préoccupé par l'aspect électoral. Mais un parti de gauche ne pourra jamais prendre le pouvoir, sans une profonde transformation hégémonique et une redéfinition de la démocratie libérale. Un parti de gauche à cette étape-ci de l'ère néolibérale, devrait être un des porte-paroles de la multitude (le « peuple » étant une « multitude » en devenir)[7]. L'énergie des militant.e.s contre l'hégémonie néolibérale ne peut donc pas se limiter au processus électoral.

QS se définit comme le parti « des urnes et de la rue ». La rue semble être le lieu de protestation et de manifestation, là où l'indignation et la colère s'expriment. C'est une étape importante mais tellement peu suffisante! Chaque agent social à son niveau devrait investir, voir « infiltrer » une composante de l'État (institutions, organismes, « *think tank* », espaces parlementaires, gouvernements, etc.) pour créer avec les autres agents un nouveau discours mobilisateur de transformations. Sans présumer d'un projet à venir car ce projet s'écrit à mesure. Ainsi le député élu d'un parti progressiste de gauche s'investit principalement dans l'aile parlementaire et se situe sur la même chaîne d'équivalence que les autres agents sociaux œuvrant pour transformer l'hégémonie. Ce sont ces principes de base qui caractérisent le populisme de gauche. Le champ est large et la proposition ouverte et non dogmatique.

Actuellement, QS s'engage dans un processus électoral qui va coûter beaucoup d'argent et d'énergie militante. Ses tentatives d'enracinement dans la société civile n'ont pas donné l'effet escompté. Plusieurs analyses toutes aussi pertinentes les unes que les autres ont été faites et seront faites sur le pourquoi de ces difficultés. Mais en guise de conclusion ni optimiste, ni pessimiste, en rapport à la stagnation de la gauche, posons-nous cette simple question : *pourquoi refait-on toujours plus de la??? même chose?*<sup>[8]</sup>

---

[1] Mouffe, Chantal. *Pour un populisme de gauche*, Albin Michel, Paris, 2018, 131p.

[2] Durand-Folco, Jonathan, *Fascisme tranquille*, Ecosociété, 2025, chapitre 11, p. 292 à 300.

[3] .Mouffe, Chantal. *L'illusion du consensus*, Albin Michel, Paris 2016. 196

Mouffe, Chantal. *On the political*, Routledge, 1985, 154 p

[4] Gabriel Nadeau-Dubois, au micro de l'émission « *Plus on est de fou, plus on lit* » fait un compte-rendu critique de ce livre, juin 2017, <https://share.google/qfHx7fFYFCz8mn7F6>

[5] Illouz, Eva. *Explosive modernité*, Gallimard, mai 2025, 448p

[6] Pour connaître l'histoire de la gauche au Québec : Saillant François, *Brève histoire de la gauche politique au Québec*, Écosociété, 2020.

[7] Jonathan Durand-Folco élabore les définitions de « multitude » et de « peuple » dans le chapitre 12 de *Fascisme tranquille*

[8] *Phrase librement inspirée de Paul Watxlawick, «Le langage du changement » Seuil, 1980.*

